

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 129
N° 26

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 16
no Tetepa 1980

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne 100 fr. Les mêmes renouvelées : la ligne 40 fr. Publications de sociétés philantropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne 70 fr.
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 9113909
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1980 9 sept.	Arrêté n° 7229 OPT relatif aux tarifs télé- phonique et télex avec les pays des régimes international et préférentiel.	969
16 sept.	Arrêté n° 1763 OPT pris pour l'application de la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 re- lative à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et lotissements.	970
	Extraits.	971

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 7229 OPT du 9 septembre 1980 *relatif aux tarifs
téléphonique et télex avec les pays des régimes international
et préférentiel.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation
de la Polynésie française, notamment l'article 62 ;

Vu le décret modifié n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant
réorganisation et décentralisation des postes et télécommu-
nications d'outre-mer ;

Vu le décret n° 62-745 du 30 juin 1962 relatif à l'office
des postes et télécommunications de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-10 du 19 août 1980 du conseil
d'administration de l'office des postes et télécommunications
de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement informé en sa séance du 3 sep-
tembre 1980,

Arrête :

Article 1er.— Le tarif des communications téléphoniques
au départ de la Polynésie française est fixé comme suit
(en taxes de base par minute) :

DESTINATIONS	TAXES de base (1)
Métropole et départements d'outre-mer	12
Territoires d'outre-mer	
. Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna	6
Europe	
. Tous pays sauf France	16
Afrique	
. Afrique du Nord, Afrique francophone, Mada- gascar	13
. Autres pays - Zone I	24
. Autres pays - Zone II	30

(1) Le prix de la taxe de base de télécommunications est fixé à
20 francs.

DESTINATIONS	TAXES de base (1)
Amérique	
. U.S.A.	18
. Canada	20
. Hawaii	13
. Autres pays - Zone I	24
. Autres pays - Zone II	30
Asie	
. Japon - Corée	18
. Autres pays - Zone I	24
. Autres pays - Zone II	30
Océanie	
. Vanuatu	6
. Australie, Nouvelle-Zélande	9
. Cook, Fidji, Christmas, Gilbert et Tuvalu, Nauru, Niue, Papouasie Nouvelle-Guinée	11
. Autres pays - Zone I	24
. Autres pays - Zone II	30

Art. 2.— Les pays compris dans les zones de tarification I et II figurent en annexe.

Art. 3.— Le tarif des communications télex au départ de la Polynésie française est fixé comme suit (en taxes de base par minute) :

DESTINATIONS	TAXES de base (1)
France	
. Métropole et départements d'outre-mer	10
. Territoires d'outre-mer	5
Europe	18
Afrique	
. Afrique du Nord, Afrique francophone, Madagascar	10
. Autres pays	18
Asie	
. Japon	18
. Autres pays	24
Amérique	
. Canada, Etats-Unis, Mexique	18
. Autres pays	24
Océanie	
. Vanuatu	5
. Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Cook	11
. Autres pays	24

(1) Le prix de la taxe de base de télécommunications est fixé à 20 francs.

Art. 4.— Le secrétaire général du territoire et le directeur de l'office des postes et télécommunications, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 9 septembre 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

A N N E X E

Pays de la zone de tarification n° I

Alaska, Angola, Antilles néerlandaises, Argentine, Belize, Bolivie, Botswana, Brésil, Cap Vert, Chili, Chine Rép. (Taiwan), Chine (Rép. Pop.), Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominicaine Rép., El Salvador, Equateur, Guam, Guatemala, Guinée Bissau, Guyane, Haiti, Hawaii, Honduras, Hong Kong, Inde, Indonésie, Israël, Kenya, Lesotho, Malaisie, Mexique, Midway, Namibie, Nicaragua, Ouganda, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Porto Rico, Rhodésie, Samoa Américaines, S. Tome et Príncipe, Saipan, Singapour, Sri Lanka, Sudafricaine Rép., Surinam, Swaziland, Tanzanie, Thaïlande, Uruguay, Vénézuëla, Vierges (îles), Wake.

Pays de la zone de tarification n° II

Afghanistan, Arabie Saoudite, Ascension, Bahamas, Barbade, Barhein, Bangladesh, Bermudes, Brunei, Burundi, Cayman (île), Corée (Rép. Pop. Dém.), Egypte (Rép. Arabe d'), Emirats Arabes Unis, Ethiopie, Falkland, Gambie, Ghana, Guinée Equatoriale, Irak, Iran, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea, Koweït, Lao, Liban, Libéria, Macao, Malawi, Oman, Maurice, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Qatar, Rwanda, Ste Hélène, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Syrie, Turques (îles), Trinité et Tobago, Vent (îles du et Sous-le), Viet Nam (Rép. Dém.), Yemen (Rép. Dém. Pop.), Yemen (Rép. Arabe du), Zaïre, Zambie.

DELIBERATION n° 80-10 du 19 août 1980.

Les membres du conseil d'administration de l'office des postes et télécommunications consultés à domicile le 4 août 1980, ont examiné le rapport n° 80-10 relatif aux tarifs téléphonique et télex des régimes préférentiel et international.

Après examen, huit administrateurs ont émis un avis favorable et un administrateur a émis un avis défavorable aux propositions annexées au rapport précité.

Papeete, le 19 août 1980.

Le président,
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 pris pour l'application de la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 relative à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et lotissements.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et lotissements rendue exécutoire par arrêté n° 1931 AA du 7 mai 1979 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'infrastructure de télécommunications destinée à assurer la desserte de chaque local ou lot et leur raccordement au réseau public doit être constituée conformément aux dispositions du présent arrêté applicable aux ensembles immobiliers groupant plusieurs locaux à usage de bureau, d'habitation et aux lotissements.

Art. 2.— Le réseau intérieur de chaque ensemble ou lotissement est constitué à partir d'un local accessible à tous moments, situé en sous-sol ou au rez-de-chaussée de l'ensemble ou du lotissement, à proximité du point d'aboutissement des canalisations extérieures de télécommunications. Dans ce local, qui doit être équipé d'une prise de terre, sont placés des organes de sous-répartition à partir desquels sont distribués des câbles multipaires empruntant les parties communes.

Dans les immeubles, ces câbles sont placés sur des supports réservés à cet effet et sont raccordés à leur extrémité sur des réglettes de distribution échelonnées dans des gaines affectées aux lignes de télécommunications.

Dans les lotissements, les câbles sont placés soit en pleine terre, soit dans des canalisations et sont raccordés sur des réglettes de sous-répartition ou de distribution.

Art. 3.— Chaque local ou lot est desservi par un câble téléphonique d'abonné raccordé sur la réglette la plus proche.

Dans les immeubles, entre la gaine et le local, le câble est placé soit dans un fourreau aiguillable réservé à la distribution téléphonique, soit dans une corniche ou une moulure prévue à cet effet dans les parties communes. Il est raccordé dans l'une des pièces du local sur un dispositif de connexion facilement accessible.

Dans les lotissements, chaque lot doit être desservi par un câble aboutissant à un coffret de raccordement facilement accessible et situé en bordure de propriété. Le câble est placé dans un fourreau aiguillable si les difficultés d'intervention ultérieure le justifient.

Art. 4.— Le projet d'infrastructure de télécommunications et les caractéristiques techniques des matériels utilisés doivent recevoir l'agrément préalable de l'office des postes et télécommunications qui, à l'achèvement des travaux procède au contrôle des installations avant raccordement au réseau public.

Art. 5.— La liaison entre le réseau intérieur de l'immeuble et du lotissement et le point de rattachement au réseau public déterminé par l'office des postes et télécommunications est à la charge du promoteur ou du lotisseur, si l'immeuble ou le lotissement sont situés dans la zone soumise aux parts contributives. Cette liaison doit être dimensionnée pour desservir chaque local ou lot.

Son entretien est assuré par l'office des postes et télécommunications dans les conditions définies à l'article 6.

Art. 6.— L'office des postes et télécommunications assure l'entretien et l'exploitation technique du réseau de câbles à compter de la date de réception de l'installation. Cette réception provisoire, deviendra définitive à l'expiration de la garantie de deux années due par l'entrepreneur l'ayant réalisée.

Art. 7.— Les dispositions qui précèdent sont applicables aux immeubles soumis à l'autorisation de construire et aux lotissements soumis à l'autorisation de lotir. Elles ne sont pas applicables aux lotissements de caractère social.

Art. 8.— Le secrétaire général du territoire, le chef de service de l'aménagement du territoire, le directeur de l'office des postes et télécommunications sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont les dispositions prendront effet six mois après publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 16 septembre 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 16 septembre 1980.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 7062 PEL du 1er septembre 1980.— M. Richeton Jacques, instituteur de 9e échelon du cadre métropolitain, embarqué à Paris-Roissy le 24 août et arrivé à Papeete le 25 août 1980, par avion de la compagnie UTA, est remis à la disposition du chef du service de l'éducation.

Dépense imputable au budget Etat : chapitre 41-91, article 20.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Par arrêté n° 1698 AU du 29 août 1980.— Dans le cadre des mesures de sauvegarde prévues aux articles 9 à 14, section 2, chapitre 1er, titre 1 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, il est opposé un sursis à statuer à la demande de M. Jimmy Bopp Du Pont, pour réaliser dans la commune de Mahina, sur le lot n° 7 de la terre Teateotea, route de la Pointe Vénus, les travaux de construction d'une maison d'habitation.

Ceux-ci sont incompatibles avec les propositions actuelles du projet de plan d'aménagement de la commune de Mahina. En effet, il est prévu dans ce secteur, la réalisation d'un équipement collectif communal majeur.

Le présent sursis à statuer ne pourra excéder deux (2) ans, conformément aux dispositions de l'article 13 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961.

SERVICE DE L'EQUIPEMENT

Par arrêté n° 6850 SEQ du 25 août 1980.— M. Amaru Williams, comptable au bureau de l'armement, est nommé régisseur de la caisse d'avances des frais de table des navires administratifs du service de l'équipement en remplacement de MM. Putoa Charles décédé et Orbeck Wilhelm hospitalisé. Il est dispensé de constitution de cautionnement.

Le montant maximal de son encaisse est fixé à *un million* de francs (1.000.000 F CP).

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Frais de port non compris).

Code du travail

(Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952)
(Edition mise à jour au 31 décembre 1974)

Prix de la brochure 1.000 francs.

Loi No 77-772 du 12 juillet 1977

relative à l'organisation de la Polynésie française.

Prix : 150 francs

Collection de J.O.P.F.

Années 1968, 1969, 1970

Prix : 4.500 francs.

Code de la mer

(en langue tahitienne)

Prix : 265 francs.

Convention collective de travail
des Agents non Fonctionnaires de l'Administration
de la Polynésie française
(Edition mise à jour au 1er janvier 1979)

Prix : 300 francs

Affiche

Avis portant interdiction de consommation de toutes
boissons alcoolisées.

Prix : 100 francs

Budget

Année 1979

Prix : 1940 F

Calendrier Année 1980

Prix : 50 francs
